

# Vache folle : les médias sous pression

Rémi Mer

6 rue du Petit-Pré-Aux-Bœufs, 44700 Orvault  
RemiMer@aol.com

« Un emballement est une symbiose miraculeuse entre les discours publics et les attentes intérieures. Ce moment de superposition où la légende cauchemardesque colportée par l'extérieur vient exactement recouvrir les représentations intimes qui nous obsèdent. Devant la perfection de cette superposition, devant sa beauté géométrique, devant cet emboîtement de deux éléments "faits l'un pour l'autre" comme les corps de deux amants, nous démissionnons sans combattre. » Ainsi parle le journaliste Daniel Schneidermann, hier journaliste au *Monde* et aujourd'hui chroniqueur à *Libération*. Dans son dernier livre, il cherche « à repérer cet emballement, fruit et matrice à la fois du *Cauchemar médiatique*<sup>1</sup> », titre de son ouvrage. La formule cache pour le moins la difficulté pour les journalistes de prendre du recul par rapport aux événements, surtout quand ils se bousculent lors de crises comme les crises sanitaires.

Et pour cause, s'appuyant sur l'exemple de la vache folle, le journaliste fait allusion aux multiples messages et sollicitations, depuis la radio du matin, l'opinion de collègues, l'interview d'un boucher, l'avis d'un voisin de cantine, sans oublier l'interpellation du fiston. Le journaliste conclut l'affaire de la vache folle par ce verdict : « Oui, le gouvernement britannique a menti à propos de la qualité des viandes ; il a longtemps tenté de minimiser la maladie. Toutes les méfiances sont donc permises à l'égard du plus innocent bifteck ». Un jugement sans merci, lui aussi vite emballé. Pour l'auteur, « l'emballement est donc une réaction à ces mensonges antérieurs », ajoutant qu'« omerta et emballement sont les deux versants successifs du cauchemar médiatique ». Une telle conclusion est-elle transposable aux crises de la vache folle ? En partie sûrement, tant ces deux phases sont elles-mêmes constitutives des crises : d'un côté, le silence qui précède, malgré les lanceurs d'alerte, et le tourbillon des annonces, une fois la crise installée. Et de l'autre, le calme plat qui cache les crises à venir.

## Acteurs ou observateurs ?

Mais cette analyse, caractéristique de la posture journalistique, occulte trop facilement la place des médias en tant qu'acteurs de la crise. Acteurs et pas seulement observateurs. Et ne pas poser la question en tant qu'acteur enlève toute part de responsabilité, non dans les faits eux-mêmes, mais dans leur sélection, leur enchaînement, leur cohérence. En simulant le ballotement au gré des vagues d'annonces toutes aussi mauvaises les unes que les autres (crise oblige), le journaliste se retrouverait-il ainsi isolé des courants de pensée, à l'écart des logiques d'acteurs ? Qui le croirait, surtout en cas de crise ? Car il n'y a pas crise sans retentissement médiatique, sans cet « emballement » dont parle Daniel Schneidermann. L'analyse systémique oblige, bien au contraire, à identifier les forces en présence et les interactions, les enjeux de pouvoir, d'audience, de crédibilité, les liens de causalité... en posant autant la question des causes que celle des effets. Force est de constater qu'à chaque crise, les médias sont en position centrale, au cœur même des prises de parole, des mises sur agenda. À la fois arbitres des questions et des réponses, et le plus souvent à l'origine des conclusions du débat. Dans cet emballement, chacun trouve - et revendique - sa place, médias compris. En d'autres termes, on ne peut analyser raisonnablement les crises sans faire l'analyse critique de la place des médias dans l'émergence, le développement, voire la clôture des crises. L'exercice n'est pas si spontané qu'il y paraît et encore plus dans des pays comme la France qui semblent reculer devant un tel effort de

---

<sup>1</sup> Schneidermann. D., 2003. *Le cauchemar médiatique*. Denoël (Impacts), Paris, 280 p. L'affaire de la vache folle est peu développée, laissant plus de place à l'insécurité dans la campagne (électorale), aux rumeurs, aux impostures, à la grande peur du Loft et à l'affaire du *Monde* dont il a été licencié.

réflexivité<sup>2</sup>. Par déférence vis-à-vis des médias ou par crainte de rétorsion ? Pourtant, ces dernières années ont vu fleurir la sortie de nombreux livres sur le système médiatique ; cela peut laisser présager une réflexion critique élargie aux acteurs sociaux, à commencer par les journalistes eux-mêmes.

En la matière, les crises successives de la vache folle sont pourtant d'excellents cas d'école pour qui veut essayer de comprendre les crises sociotechniques passées et à venir. Elles servent d'ailleurs de référence quasi incontournable pour les consommateurs, qu'ils soient de France, de Grande-Bretagne, du Japon... ou, depuis peu, d'outre-Atlantique. En l'occurrence, l'apparition d'un seul cas au Canada (en mai 2003), puis d'un autre aux États-Unis, en décembre dernier [NDLR : 2003], aura suffi à mettre à mal toute une filière et une économie bovine. Les médias français en ont très peu parlé. À chacun ses crises, loi de proximité oblige ! À défaut de précaution, l'embargo est devenu depuis 1996 la première mesure de protection, quand ce n'est pas de protectionnisme, pour se mettre à l'abri des menaces au-delà des frontières.

### Mise à feu...

On oublie souvent le poids des médias dans le démarrage des affaires. Avec le recul, les chronologies se perdent dans les détails de l'histoire, et excluent généralement les faits médiatiques (exemple : révélation de fraudes, de maladies...). Fin 1995, le nombre de cas du nouveau variant de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (10 cas de vMC-J au Royaume-Uni) suscite de nombreuses polémiques outre-Manche. Les scientifiques expriment publiquement leurs doutes et leurs craintes ; les usagers des cantines scolaires demandent le retrait du bœuf. La presse n'est pas en reste, puisque de nombreux tabloïds à forte diffusion<sup>3</sup> relaient les inquiétudes croissantes en titrant : « Le bœuf peut vous tuer » ou sous forme interrogative « Pourquoi nos enfants meurent ? ». L'édition du *Mirror* du 20 mars 1996 annonce par anticipation la déclaration officielle, le soir même, du secrétaire d'État, Stephen Dorell sur le fameux « lien potentiel » entre l'ESB, d'une part, et la MC-J, d'autre part. La crise est définitivement lancée<sup>4</sup> ! Dans ce cas, la presse s'est faite le relais des pressions de l'opinion.

Les médias font ainsi preuve de leur volonté d'outrepasser le climat de réticence des politiques, ou de ne pas suivre les lobbies économiques locaux. On connaît la suite, tout au moins en partie, l'embargo européen, puis les réactions en chaîne devant l'apparition de nouveaux cas en France, d'ESB d'abord, puis plus tard de vMC-J. À chaque fois, la presse est à l'affût de nouveaux cas à dévoiler ; les premiers font la une de la presse locale et relancent la tension au niveau national. Dès 1996, l'affaire apparaît dans toute sa complexité. On sait peu de choses sur les modalités réelles de transmission, sur les conséquences à terme, sur les spécificités du fameux prion. Les journaux et magazines, scientifiques compris, trouveront là de quoi remplir leurs colonnes. On découvre à la faveur de l'embargo les multiples circuits de commercialisation de la filière bovine, dont certains très complexes. Et chaque mesure de sécurité, comme les retraits successifs de matériaux à risque spécifié ou MRS, alimente les craintes sur la viande et relance le doute sur l'état de sécurité antérieur. Les morceaux de viande comme les sous-produits de la filière (exemple : gélatine) font l'objet de nouvelles investigations, toutes plus perturbantes que rassurantes. Le prion est partout, jusque dans les cosmétiques...

L'affaire est une vraie mine à rebondissements. Une mine d'or pour la presse, une vraie bombe pour la filière. Faute d'éclaircissement notoire, les informations se succèdent et, parfois, se contredisent. Les experts sont également divisés et, plus encore, surpris par l'irruption des questions posées, qui appelleraient des réponses scientifiques autres que sous la pression de l'urgence. L'emballement est manifeste et difficile à contenir. Les médias cherchent à tout savoir, et encore plus ce qu'on leur a caché. La revue *Science et Vie* de mai 1996 titre à la une : « Vaches folles : l'intox », pour chercher à faire la vérité sur cette nouvelle épidémie et mettre en cause les politiques d'information et pire, de santé publique. Il faut dire que la revue avait, dès septembre 1989, alerté sur les risques pour la santé humaine... Pas toujours facile d'alerter à contretemps.

<sup>2</sup> Les travaux de recherche sur le rôle et l'impact des médias sont relativement peu développés en France, par rapport aux laboratoires de recherche anglo-saxons, notamment en matière de perception et de communication des risques.

<sup>3</sup> On compte, en Grande-Bretagne, plusieurs quotidiens dont le tirage dépasse le million d'exemplaires.

<sup>4</sup> Voir la synthèse, par Patrick Lagadec, de la Commission d'enquête britannique dite « rapport Phillips ». Celle dernière est publiée en octobre 2000, en pleine seconde crise en France. *Cahiers du GIS Risques collectifs et situations de crise*. MSH Rhône-Alpes, juillet 2001.

## Le risque à la une

Au printemps 1996, les journaux télévisés démarrent souvent par cette affaire qui n'en finit pas. De leur côté, les magazines croulent sous les titres, plus suspicieux les uns que les autres<sup>5</sup> : « Alimentation : tous les dangers cachés » (*L'Événement*, avril 1996) ; « Alerte à la bouffe folle » (*Le Nouvel Observateur*, avril 1996) ; « Peut-on encore manger de la viande ? » (*60 millions de consommateurs*, mai 1996) ; « Jusqu'où ira le poison anglais ? » (*La Vie*, juin 1996) ; « Vaches folles : la part des risques, la part des imprudences » (*Le Point*, juin 1996). Ce rapide aperçu témoigne du rôle révélateur et amplificateur des médias. Avec le recul, ceux-ci mettent à nu des risques auparavant cachés, en les rendant précisément visibles. Mieux ou pire, ils révèlent des procédés de rétention ou d'occultation de l'information sur ces risques de plus en plus proches et perçus comme menaçants. Les médias « mettent sur agenda » des problèmes jusqu'alors imperceptibles pour le commun des mortels. Le danger se fait pressant. Qui plus est, il concerne l'alimentation, un acte quotidien, touchant à notre intimité, à notre intégrité même, un geste normalement porteur de vie et de vitalité et qui tout d'un coup devient signe de mort ! Les médias alimentent le débat public et mettent en scène les multiples acteurs et protagonistes de ce qui devient un drame collectif. Avec des points de vue et des logiques radicalement différents sur « la société du risque » qui se dévoile un peu plus à chaque nouvelle révélation<sup>6</sup>.

Faute d'éclaircissement majeur sur les mécanismes complexes d'apparition de la maladie et sur les risques potentiels, les médias restent la référence permanente des consommateurs. Les journalistes sont également à la poursuite des politiques, pressés de justifier les mesures prises (ou non), de commenter les incertitudes restantes, d'avouer leurs craintes par moments. Et, comme les experts sont rares, rien n'est fait pour calmer l'opinion. Comme à l'accoutumée, celle-ci est suspectée par les pouvoirs politiques, mais aussi par les experts et les acteurs de la filière, d'être irrationnelle, versatile et en manque d'information objective. La presse, elle aussi, semble parfois se complaire à entretenir et élargir la suspicion, au lieu de rassurer (mais est-ce bien son rôle ?) et de ramener les consommateurs vers les étals et les linéaires de boucheries. Dès lors, la situation apparaît difficilement gérable. Pas facile de rétablir la confiance quand, chaque jour, pointe la menace d'une nouvelle mesure de prévention, d'un nouveau cas d'ESB. Heureusement, en 1996, la menace (le poison) apparaît clairement de l'autre côté de la Manche. Le syndrome insulaire, qui nous fait croire à la protection derrière les frontières naturelles, est plus que jamais vivace, même si, en l'occurrence, il aurait dû servir les Britanniques. Cette fois, il servira au lancement de la marque collective VBF (viande bovine française). Les heures de gloire de la traçabilité sont lancées. La France, Dieu merci, est bien préparée depuis de nombreuses années, ce qui est loin d'être le cas en Grande-Bretagne !

## Révélation en chaîne

Parmi les « révélations » des médias, il y en a une qui sera en permanence en filigrane dans toute cette crise : les farines animales. Non que celles-ci soient illégales en soi. Suspectées très tôt d'être à l'origine de la propagation de la maladie animale, elles ont été interdites pour les ruminants dès 1990 en France (1994, en Europe). Mais, ce qui choque le consommateur, c'est d'apprendre que les vaches sont devenues « carnivores ». Dès lors, l'agriculture toute entière se retrouve sur la sellette et accusée d'être « contre nature » (éditorial du *Monde* du 23 mars 1996, soit trois jours après l'éclatement de la crise). Nombre d'éleveurs découvrent alors par la même occasion la réalité de l'alimentation de leurs bêtes. Peu importe si les farines rentraient en portion infime dans la complémentation des bovins. Elles vont vite devenir le symbole récurrent de modes de production échappant à toute rationalité autre qu'économique. Pas étonnant que les vaches soient devenues folles, à manger des carcasses d'animaux malades. Les arguments techniques n'y feront rien, les mesures d'interdiction non plus, surtout lorsque la seconde crise, en octobre 2000, révélera la présence de tolérances (*Libération*, 20 octobre 2000) et, pire, les contaminations croisées entre les différents élevages et au sein des filières d'aliment du bétail.

<sup>5</sup> Voir le chapitre « La vache folle et les médias » in Rémi Mer : *Le Paradoxe paysan*, L'Harmattan (Alternatives rurales), Paris, 1999, 141 p.

<sup>6</sup> Voir notamment la thèse de Ulrich Beck sur la société du risque : « Les débats sur les risques encourus mettent en lumière les fractures et les gouffres qui, dans le rapport aux potentiels de danger produits par la civilisation, séparent rationalité scientifique et rationalité sociale ». Beck U., 2001. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Aubier, Paris, 521 p.

### D'une crise à l'autre...

Entre les deux crises de 1996 et 2000, la situation ne s'éclaircit pas, bien au contraire<sup>7</sup>. En 1999, une nouvelle crise sanitaire éclate en Belgique avec la présence de dioxine dans les aliments finaux. Apparemment totalement indépendante de l'ESB, cette crise renforce néanmoins le sentiment d'insécurité sanitaire, en Belgique mais aussi en France, en raison de l'implication d'un fabricant d'aliments du bétail. Et, encore une fois, la présence de farines animales ! À cette époque, le nombre de cas d'animaux victimes de l'ESB décroît en Grande-Bretagne ; par contre, il réapparaît en permanence sur tout le territoire national. Si, au départ (jusqu'en 2000), la région Ouest paraît la plus touchée, la carte des départements atteints se noircit au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux cas (*cf.* le site remarquable de Pierre Lavie<sup>8</sup>). L'affaire fait les titres de la presse locale et devient ainsi peu à peu une affaire nationale, comme si rien ne pouvait contenir la maladie.

La décision de renforcer le dispositif de contrôle des animaux malades lancé au printemps 2000 ne fait qu'accélérer la visibilité de la maladie, « Quand on cherche, on trouve », selon l'expression du ministre de l'époque). Par voie de conséquence, la menace se précise et chacun a la sensation d'être cerné. La presse fait état de chaque nouveau cas, ou presque, et les prévisions les plus alarmistes sur le nombre de victimes (humaines, cette fois) font la une de la presse nationale en plein été 2000 (*Le Monde*, 10 août 2000 ; *Le Figaro*, 11 septembre 2000). Chacun se veut plus transparent, au risque d'être alarmiste, comme si l'on avait retenu les leçons de la crise précédente.

La seconde crise éclate fin octobre : un animal suspect est arrêté à l'entrée de l'abattoir de la SOVIBA<sup>9</sup>. Sans attendre le test, la viande issue des animaux du même troupeau (et même plus, par « sécurité ») est immédiatement rappelée sur décision du distributeur Carrefour, qui revendique pour l'occasion l'application d'un « principe de précaution extrême ». L'affaire s'emballe à nouveau. Les enseignes de restauration rapide sont sur le qui-vive et achètent des espaces publicitaires pour rassurer. Mais, comme en Grande-Bretagne en 1995-1996, la polémique enfle très vite autour du retrait du bœuf des cantines scolaires. La diffusion du rapport Phillips (commission d'enquête parlementaire britannique) tombe au même moment avec la diffusion de reportages vidéo sur les jeunes malades britanniques de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Début novembre, la situation est très tendue. La diffusion (prévue en dehors de l'affaire) d'un documentaire sur M6 « Vache folle : sommes-nous empoisonnés ? », titre de l'émission) met le feu aux

#### Interview de Philippe Lefebvre (France Inter)\*

« Cette affaire m'a laissé des souvenirs effroyables. Lors de la première crise, le 20 mars 1996, nous avons reçu l'info le matin. À midi, le rédacteur en chef me demande un papier pour le journal de 13 heures. J'avais une heure pour faire le point sur l'affaire. Un cauchemar. On n'avait rien ou presque. Je me suis tourné vers les agences de presse ; j'ai également pris contact avec ma collègue qui suivait les problèmes de santé. En fait, il y avait très peu de gens à pouvoir en parler [...].

La deuxième crise, on l'a mieux vécue. Lorsqu'elle arrive, je me suis dit « pas de panique, on se calme... ». Nous avons fortement mobilisé notre réseau des antennes locales du réseau France Bleue. En outre, dans cette affaire, il s'agissait d'une non information. L'animal n'était pas entré dans la chaîne alimentaire. Les systèmes de contrôle avaient bien fonctionné. Il y avait une forte surenchère entre les réactions françaises, les conséquences sur le terrain (avec nos correspondants), les communiqués de Carrefour. Tout le monde parle : les juges, l'abattoir, la société de distribution.

Le pire est arrivé après l'émission de M6. Les politiques, le Ministre en tête, étaient tétanisés. Le monde de la viande est devenu agressif ; les éleveurs, les négociants, les abatteurs s'en sont tous pris aux médias. Tout cela, c'était de la faute des médias ! En 1996, l'affaire est couverte par les journalistes spécialistes de l'agriculture. Par contre, en 2000, l'affaire est devenue plus politique, tous les journalistes s'y sont mis.

Avec le recul, cette crise aura eu des conséquences positives. Les consommateurs sont devenus exigeants. Ils demandent une meilleure information, plus de rassurance. Autre point positif : les médias sont aujourd'hui plus prudents, comme dans le cas de la fièvre aphteuse. Enfin, les professionnels de l'agriculture, notamment dans l'élevage, se sont interrogés sur leur façon de communiquer. En 1996, les gens pensaient encore à une agriculture rêvée. Après 1996, on a regardé comment ça marchait. On a découvert l'agriculture en vrai. On a cherché à faire comprendre la réalité. Le pire, c'est qu'on ne sait toujours pas comment la maladie est passée de l'animal aux hommes. Il n'y a pas de certitudes. »

\* janvier 2004

<sup>7</sup> Voir l'analyse du traitement médiatique. Mer R., 2001. Vache folle : du rôle des médias en temps de crise. *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, n°43, 79-92. [www.inra.fr/dpenv/merrec43.htm](http://www.inra.fr/dpenv/merrec43.htm)

<sup>8</sup> [//vetolavie.chez.tiscali.fr/bse.htm](http://vetolavie.chez.tiscali.fr/bse.htm) ; [//vetolavie.chez.tiscali.fr/pagvet.htm](http://vetolavie.chez.tiscali.fr/pagvet.htm)

<sup>9</sup> Malgré cela, de nombreux supports et articles reprendront l'information affirmant que la viande issue de l'animal était entrée dans la chaîne alimentaire.

poudres. Pour la première fois, les Français découvrent la réalité physique de la maladie à travers les traits du jeune Arnaud Eboli, qui symbolisera en France les victimes de la terrible maladie<sup>10</sup>. La « psychose » est dès lors omniprésente dans les colonnes des journaux. Les politiques s'affolent, la polémique est relayée au plus haut niveau de l'État, puisque le président de la République, lui-même, s'indigne du manque de réaction du gouvernement (Lionel Jospin est alors Premier ministre) et demande publiquement le retrait des farines animales. Ce qui sera fait quasiment séance tenante. Cette décision marquera la fin momentanée de l'épisode français. Car, si la France est au cœur de cette seconde crise, les pays voisins sont vite rattrapés, à commencer par l'Allemagne, qui découvre son premier cas, et l'Espagne qui se rallie aussitôt, en novembre 2000, à la décision européenne d'interdire les farines animales. Là encore, la loi de proximité focalise l'attention à l'intérieur des frontières. « Vérité en deçà, erreur au-delà... »

### La nécessaire critique

Les crises ressemblent effectivement à un tourbillon d'images, toutes aussi choquantes ou révoltantes (entre des images d'abattoirs, de carcasses, de charniers...). L'émotion aidant, elles repoussent à plus tard la réflexion et le recul pourtant terriblement nécessaires. Nombre de journalistes reconnaissent avoir été pris de vertige devant une telle précipitation de l'actualité au point de ne plus savoir où ils en étaient. Le quotidien *Ouest-France*, au cœur lui aussi de la tourmente, décide à l'issue de la crise de faire une série d'articles courts pour répondre aux questions essentielles liées à la maladie. Trop tard ? Voire, l'initiative mérite d'être citée, car elle reste encore l'exception.

Les crises à venir sont-elles déjà sur les tablettes des journalistes ou dans les cartons des programmeurs de magazines ? Oui, à coup sûr, mais l'opinion ne s'en aperçoit pas ou peu. De tels articles ou de telles émissions risquent d'ailleurs de passer inaperçus. L'impact tiendrait-il donc à cet « emballement » dont parle Daniel Schneidermann, cette conjonction imprévisible des faits et des craintes ? Le rôle révélateur de l'état de sensibilité des esprits tiendrait alors de l'alchimie de l'actualité, à la merci des accidents de la vie : les failles, mais aussi les fautes, fraudes et autres fuites (les 4 F maléfiques à l'origine de la majorité des crises). Autant de points d'entrée pour les médias à l'affût des défaillances des systèmes alimentaires et sanitaires.

Le débat sur les fonctions et les effets des médias est toujours difficile à engager. Il ne s'agit pas tant d'en faire un bouc émissaire<sup>11</sup> (comme par un retour de flamme) que d'inviter les journalistes et, plus largement, les médias à autant de circonspection que possible dans de telles situations et, pourquoi pas, s'inscrire dans une simulation de crise, comme toute entreprise ou collectivité. En l'évitant, les journalistes font le jeu des communicants de crise et de ceux qui ont accès aux médias, parfois pour se défausser de leurs propres responsabilités à grands coups de communiqués, de conférences de presse et d'interventions directes dans les médias.

Il est sûrement plus sain de prendre le recul sur son rôle d'acteur dans de telles crises que de se laisser aller au gré des emballements. Les nombreux travaux de recherche étrangers sur la communication des risques insistent sur le rôle amplificateur des médias lors des crises, sans insister suffisamment sur les rôles à la fois d'alerte et de sensibilisation de l'opinion, en amont de ces crises et notamment les relais qui ont, eux, accès directement aux médias. L'analyse détaillée du contexte précédant la crise française à l'automne 2000 met bien en évidence le risque croissant de crise, sans que personne, ou presque, ne prenne la mesure de la menace. Aujourd'hui, la France reste encore tétanisée par le spectre des responsabilités et redoute le retour d'expérience. Faut-il voir là le syndrome du sang contaminé et la peur des politiques français de mettre le risque sur agenda ?

<sup>10</sup> Le cas d'Arnaud Eboli sera directement à l'origine de l'affaire Buffalo Grill, fin 2002-début 2003 à travers l'enquête de la juge Bertella-Geffroy sur la causalité (non démontrée) entre la mort du jeune homme et l'ingestion de viande dans un restaurant de la chaîne Buffalo Grill.

<sup>11</sup> Curieusement, les médias font figure de bouc émissaire auprès des éleveurs, indignés de se voir accusés - le plus souvent injustement - de tous les maux de la planète Terre.

## Entre divertissement et diversion

Selon le baromètre annuel de la SOFRES publié début 2001 par *Télérama-La Croix*<sup>12</sup>, les Français sont plutôt mitigés sur la qualité de l'information des médias sur cette affaire de la vache folle. La majorité des interviewés (60%) pense que les médias ont plutôt mal fait leur travail pour « faire la part entre les informations sûres et les hypothèses ». Une majorité estime que les médias n'ont pas su expliquer les véritables risques de transmission de la maladie. Pour les enquêtés, la place des médias dans l'effet « psychose » est manifeste : les médias viennent ici en tête (39%) dans la « contribution à la forte inquiétude du public », devant les experts (25%) et les responsables politiques (21%) qui sont rendus responsables « d'avoir pris des mesures disproportionnées ». Enfin, une grande majorité des Français (57%) pense que les médias doivent tenir compte de « l'impact que ces informations peuvent avoir sur un secteur économique comme la filière bovine et les emplois ». À chacun donc de prendre ses responsabilités.

À l'occasion du premier cas aux États-Unis, un éditorialiste met en garde sur les effets pervers de laisser les seuls médias décider de l'agenda des priorités comme des dangers : « La couverture médiatique de la maladie de la vache folle démontre la tendance des journalistes et des responsables de presse à surestimer les côtés dramatiques, effrayants et controversés des risques, et à minimiser, voire occulter toute autre information qui permettrait de mettre le risque en perspective. Cela attise les peurs du public et accentue les pressions sur les pouvoirs publics pour dépenser du temps et de

### Interview de Corinne Bensimon (*Libération*)\*

« Avant 1996, nous n'avons pas été trop surpris. Nous avons déjà travaillé sur les prions, notamment le rapport Dormont paru en 1992, auquel nous avons eu accès à partir d'une fuite. Ce rapport sur les hormones de croissance avait été commandé par la DGS (Direction générale de la santé) et le ministère de la Recherche. À l'époque, le prion était inconnu et les rapports étaient plutôt rassurants. Par contre, la maladie était passionnante ; c'était une curiosité scientifique, à l'époque.

Quand l'affaire s'est déclarée, nous avons eu beaucoup de difficultés à faire comprendre plein de sujets comme l'alimentation des vaches, la nature de la maladie, son histoire (avec le kuru), les flux d'animaux (les naisseurs et les engraisseurs), les abattoirs, les déchets... Nous avons un carnet d'adresses de scientifiques ; en revanche, nous avons très peu d'interlocuteurs dans l'agriculture et dans la filière bovine. La première intrigue a été la sortie surprise des Britanniques au colloque sur les ESST en mars à Paris, sur demande expresse... [NDLR : les chercheurs britanniques ont tous quitté précipitamment un colloque qui se tenait à Paris en mars 1996, rappelés à Londres au moment de la première annonce d'une transmission possible de l'ESB à l'homme.]

En 1996, nous avons sorti un supplément de 4 pages avec une volonté pédagogique sous forme de questions-réponses. Ce qui a choqué le plus les gens à l'époque, c'est la découverte des farines animales. Après coup, je reste persuadée que la menace sanitaire n'a pas été totalement prise au sérieux. On ne considérait pas qu'il y avait un risque majeur pour la santé. Il y avait une grosse inertie.

Juste avant le déclenchement de la deuxième crise, j'enquêtais sur le nombre d'animaux malades (les NAIF, nés après l'interdiction des farines animales) et sur l'application des mesures de contrôle par la DGCCRF. Plein de questions comme cela restaient en suspens, comme la séparation des filières d'aliments du bétail et donc les sources de contamination croisée. J'avais été alertée par un message d'un éleveur sur la liste ESB sur les fameux seuils de tolérance. En fait, on laissait passer plein de choses, ce qui montre bien qu'on ne prenait pas l'affaire au sérieux. D'autant qu'à la même époque, les congrès scientifiques diminuaient sans cesse le seuil de la dose contaminante. J'ai sorti mon papier sur ce seuil de 0,3% le vendredi 20 octobre 2000, et ce qui m'apparaissait alors être une « tolérance politique ». Cet article a eu un écho énorme, au-delà des frontières, avant même que démarre l'affaire Carrefour, qui sera révélée dans le *Journal du Dimanche* du 22 octobre. Ce qui démontre en même temps l'extrême sensibilité de l'opinion d'alors. L'affaire Carrefour était ridicule. Tout s'était bien passé. La vache a été arrêtée au portillon. Il n'y avait pas de quoi en faire un foin !

Nous avons mené nos propres enquêtes ; nous avons fait de nombreuses investigations. Il y avait une certaine opacité dans la filière tout comme dans la façon dont les contrôles étaient menés. Nos sources étaient les revues scientifiques, mais aussi des enquêtes sur le terrain et, à partir de 1998, l'AFSSA, même si on peut regretter de ne pas pouvoir avoir accès aux experts en direct. Fin 2001, j'ai fait un papier sur la décrue des prévisions de la maladie (tant humaine qu'animale) qui étaient en permanence revues à la baisse. À partir de ce moment-là, il m'a semblé que l'affaire était close. Ou presque... »

\* janvier 2004

<sup>12</sup> *Télérama*. n°2663 du 27 janvier 2001, avec un titre révélateur : « Le journaliste, le juge et les affaires ». Le sondage a été réalisé fin décembre 2000.

l'argent à nous protéger de risques qui ne sont pas aussi élevés que la couverture médiatique le laisse entendre »<sup>13</sup>. De fait, en focalisant l'attention du public sur certains risques, voire en stigmatisant certains acteurs, les médias peuvent contribuer, le plus souvent à leur insu, à introduire *de facto* une hiérarchisation (ou priorisation) des menaces de santé publique. La crise de la vache folle a démontré après coup la faiblesse des recherches sur les prions, aujourd'hui partiellement rattrapée grâce à des programmes d'envergure, y compris à l'échelle européenne. Merci la crise !

Dès lors, de nombreuses initiatives sont conduites ici ou là pour induire une gouvernance des risques et des crises ou une nouvelle forme de démocratie technique. Il serait dommage que les médias soient absents de telles démarches, par peur précisément de désinformation. Au contraire, ils doivent s'y impliquer, quitte à laisser leur plume à l'entrée de l'arène du débat. Ce serait une façon comme une autre de les impliquer et de reconnaître leur rôle d'acteurs ■

Février 2004



Photo Yann Kerveno

---

<sup>13</sup> « The coverage of mad cow disease is demonstrating the tendency for reporters and editors to play up the dramatic, the frightening and the controversial aspects of risk stories, and to play down or omit altogether information that puts the risk in perspective. This fans public fears and drives demands that the government spend time and money protecting us from risks that aren't as big as such coverage leads us to believe ». Mad Cow and the Media, David Ropeik. *Washington Post Wednesday*, December 31, 2003.